

CAN 2024

Duarte, ou la
crainte d'une
élimination précoce...

FoPAT / Tsévié

La sécurité alimentaire, le
challenge Faure pour les
producteurs agricoles

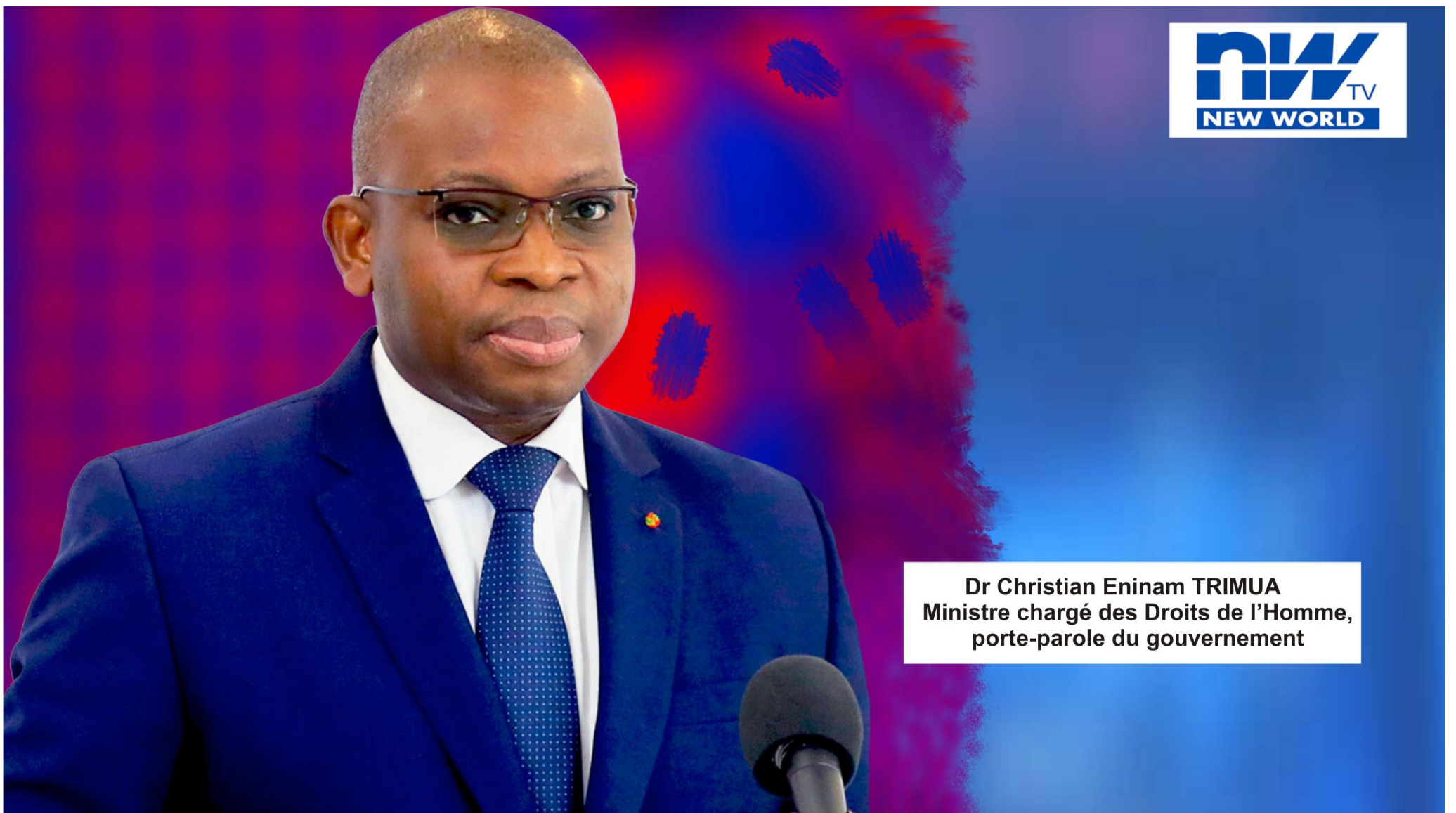
SYMPHONIE



N°219 du 30 janvier 2023

250 FCFA

Bimensuel d'informations générales, d'investigation et de publicité



Dr Christian Eninam TRIMUA
Ministre chargé des Droits de l'Homme,
porte-parole du gouvernement

Détention politique au Togo

Trimua **persiste** : “ Au Togo, il
n'y a aucun détenu politique ”



sans sucres
ajoutés

Eau Malt Houblon

50cl
500^{fcfa}



AVEC DJAMA,
On est ensemble



l'abus d'alcool est dangereux pour la santé à consommer avec modération

Détention politique au Togo

Trimua persiste : "Au Togo il n'y a aucun détenu politique"

La question de détenus politiques au Togo soulève des débats et divergences d'appréciations, des combats, luttes et plaidoyers, et même des affrontements d'écoles juridiques. Y-a-t-il des détenus politiques au Togo? Le docteur en droit, ministre et porte-parole du gouvernement, Christian Trimua, tranche avec force et certitude inébranlable : "Au Togo il n'y a aucun détenu politique". Son de cloche qui aurait mal tinté dans les oreilles du politologue Madi Djabakate dit Papa Khadidja, qui s'est récemment fendu d'une tribune intitulée "Message aux Cousins : les Prisonniers de Faure (PF)", dans laquelle il soutient mordicus le peuplement des maisons de détention togolaises de prisonniers politiques. Décryptage d'une question qui cristallise toutes les passions dans une République où la liberté d'expression se consolide davantage parmi les « droits naturels et imprescriptibles de l'homme ».

Yves GALLEY

togolaise.

Le débat public centré sur les détenus politiques semblait entre-temps baisser d'intensité, c'est plutôt un volcan au repos, dont l'éruption est subitement provoquée par la libération des 46 militaires ivoiriens détenus au Mali grâce à la médiation de Faure Gnassingbé. Au lendemain de cet exploit diplomatique qui continue par retentir, des organisations de la société civile (OSC) du Togo montent au créneau et "demandent aussi au Président Faure Essozimna Gnassingbé de libérer les dizaines de prisonniers politiques au Togo". La voix de ces OSC sera relayée le 8 janvier 2023 par le journaliste Rodrigue Ahego lors d'une émission consacrée au décryptage du discours des vœux de nouvel an du chef de l'Etat sur la télévision New World Tv. Emission à laquelle était invité le ministre chargé des Droits de l'homme, porte-parole du gouvernement, Dr Christian Trimua; un autre

«Mon cher ami Rodrigue Ahego fait plusieurs confusions. La première, c'est que depuis le début de cette affaire, ni le Mali ni la Côte d'Ivoire n'ont utilisé l'expression que vous utilisez pour désigner ces personnes. Vous parlez de détenus politiques, c'est une expression qui a un sens précis. Donc vous l'étendez à des dimensions qui n'existent pas dans ce contentieux précis. Deuxième point que vous confondez, c'est un problème bilatéral entre la Côte d'Ivoire et le Mali, ce n'est pas un problème intra-malien ou intra-ivoirien. Troisième dimension, et c'était l'un des intérêts du Togo à aider à la résolution de ce problème, c'est une tension bilatérale mais qui avait un enjeu sous-régional (...)». Cette clarification faite, le ministre revient largement sur l'épineux sujet.

"Vous tirez en réalité le sujet par les cheveux pour pouvoir le ramener sur les questions que vous désignez au Togo comme



Dr Christian Trimua, ministre chargé des Droits de l'homme, porte-parole du gouvernement

discontinuer décortiqué en toute liberté aussi bien sur les réseaux sociaux que dans les médias classiques, comme c'est le cas dans toute démocratie.

Traiter la question de la détention politique, c'est aborder un domaine spécifique de l'histoire de la justice pénale qui ne se laisse pas facilement appréhender, car le tracé de la frontière qui la sépare du droit commun est si ténu. Ce tracé, un togolais, politologue bien réputé, en la personne de Madi Djabakate dit Papa Khadidja, semble le maîtriser, et il va faire la démonstration dans un violent pamphlet publié le 20 janvier sur ses réseaux sociaux, intitulé : "Message aux Cousins : Les Prisonniers de Faure (PF)" (sic).

D'entrée, il tacle : "Ces gens détenus sur des bases fantaisistes ne sont autres que des prisonniers d'opinion avant d'être des prisonniers politiques. Un prisonnier politique est une personne emprisonnée pour des motifs politiques, c'est-à-dire pour s'être opposé par des actions (violentes ou non) au pouvoir en place (autoritaire ou moins) de leur pays (internationalement reconnu ou non)". Si la définition de détenus politiques revêt une grande difficulté, pour Madi, "au Togo, il est plus facile de l'apprécier car beaucoup d'arrestations se sont déroulées à la suite des manifestations du Parti National Panafricain (PNP)".

Comme critères de définition de détenus politiques, le politologue liste, entre autres, une détention imposée en violation des droits fondamentaux, en particulier la liberté de pensée, de conscience et de religion, la liberté d'expression et d'information et la liberté de réunion et d'association ; une détention imposée pour des raisons purement politiques sans rapport avec une infraction quelle qu'elle soit ; la durée de la détention ou ses conditions manifestement

disproportionnées par rapport à l'infraction dont la personne a été reconnue coupable ou qu'elle est présumée avoir commise ; la détention dans des conditions créant une discrimination par rapport à d'autres personnes. "Il suffit de parcourir le dossier individuel des Prisonniers de Faure pour se rendre compte que beaucoup cumulent ces critères", soutient-il véhémentement.

Mais tout ce flottement sera balayé du revers de langue par une séquence de Trimua lors de l'émission sus citée. "Aucun magistrat n'a condamné ou n'a fait détenir quelqu'un pour des délits politiques au Togo. Mais si vous prenez cette qualification, oui vous politisez un problème, mais à partir du moment où vous le politisez, vous ne prédisposez pas les acteurs judiciaires qui travaillent sur ces dossiers à pouvoir les traiter avec la magnanimité qu'ils peuvent éventuellement exercer ou qu'ils vont exercer dans d'autres cas qui sont des cas de violation des règles de droit commun. Vraiment ne faisons pas ça, si nous voulons les aider, n'allons pas sur ce terrain", conseille le porte-parole du gouvernement.

Des "crimes" et "délits" dans le champ politique

La philosophie pénale connaît peu de concepts aussi controversés que celui de prisonnier politique. La notion de prisonnier politique est complexe et controversée puisqu'il n'existe pas de définition légale consensuelle qui permettrait de déterminer sans équivoque qui peut réclamer ce statut. À la différence de la notion de prisonniers de guerre codifiée par

le droit international. Ce statut de prisonnier politique représente un danger certain, puisqu'il implique une reconnaissance politique et donc un degré de légitimité accordé aux revendications y afférentes. Pour leur part, les prisonniers en question revendiquent avec force ce statut puisqu'ils ne se perçoivent pas comme des criminels mais comme des citoyens ayant utilisé des moyens "illégaux" par conviction et au nom d'une société meilleure. Ils légitiment leurs actions, se dissocient des criminels de droit commun et qualifient leur incarcération d'illégitime, immorale, voire illégale. Même si Human Rights Watch considère comme prisonniers politiques toutes les personnes détenues pour leurs opinions politiques ou pour leur participation à des activités politiques pacifiques, Nelson Mandela, Mahatma Gandhi, Andreï Sakharov, Aung San Suu Kyi, Alexeï Navalny, Conrad Miret, entre autres, n'ont pas été et ne sont pas reconnus officiellement par leurs gouvernements comme des prisonniers politiques.

Qualifier des citoyens en conflit avec la loi de détenus politiques, c'est dire que leurs actes mettent directement en cause la légitimité et l'autorité du gouvernement qui a choisi de les mettre sous les verrous. C'est une évidence, dans la plupart des cas, les gouvernements à travers le monde rechignent à reconnaître l'existence de prisonniers politiques dans leurs geôles.

Au Bénin, vertement critiqué pour avoir envahi les prisons de détenus politiques, le président Talon répond, lors d'une conférence de presse conjointe animée avec Emmanuel Macron le 27 juillet 2022 à Cotonou : "Il n'y a pas de détenus politiques".

Suite à la Page 6



Madi Djabakate, politologue et écrivain

journaliste, Jean-Paul Agboh Ahoueleté complétait le plateau.

"L'image à mon avis se présente comme l'image de ce papa qui fait du bien à l'extérieur mais qui dans son pays... Il y a des détenus politiques au Togo qui méritent d'être libérés. La joie des familles de ces militaires doit être partagée aussi bien au Togo qu'en Côte d'Ivoire", lance Rodrigue Ahego pour commenter l'image de l'escalade des 46 militaires à Lomé venus exprimer leur gratitude à leur bienfaiteur, Faure Gnassingbé. Pour rebondir, le ministre Trimua s'est échiné à lever les terribles confusions faites par Rodrigue dans son appréciation de l'approche de la médiation

étant des questions de détenus politiques. Je le répète encore une fois, au Togo, il n'y a aucun détenu politique... Vous ne pouvez pas couvrir la délinquance politique en considérant que la délinquance des politiques entraîne automatiquement un délit politique. C'est deux notions qu'il ne faut pas confondre. Nous avons des politiques qui sont effectivement détenus pour des délits de droit commun. Et encore une fois je le répète, si nous mélangeons les concepts, nous n'arrangeons pas le sort de ces personnes", met-il en garde. De quoi tuer d'emblée ce débat dans cette émission, mais les projecteurs ne s'éteignent guère sur le sujet, il est sans

Faure avec les directeurs régionaux : la donne sécuritaire évoquée lors des échanges

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a séjourné dans le septentrion du Togo dans le cadre de la commémoration de l'attentat de Sarakawa. Au menu de son agenda, une rencontre d'échanges, de partages et d'écoute avec les directeurs régionaux des services déconcentrés des régions Centrale, de la Kara et des Savanes.

Idrissou Faisal

La rencontre du chef de l'Etat avec les directeurs régionaux le 24 janvier 2023 marque la première étape de rencontres régulières avec les acteurs impliqués à divers niveaux dans la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi des projets prioritaires de la Feuille de route gouvernementale à l'horizon 2025. Il s'agit d'un cadre que le chef de l'Etat veut interactif et dynamique.

La rencontre de Kara a principalement porté sur la feuille de route abordée à travers sa vision, son pilotage stratégique et opérationnel et les facteurs qui doivent en garantir le succès.

Engagement renouvelé

Tout en félicitant les participants pour leurs contributions respectives, Faure Gnassingbé a insisté sur le besoin d'un engagement renouvelé, car les enjeux de l'heure imposent une accélération de l'action publique.

À cet effet, le président de la République a réaffirmé sa volonté de renforcer davantage les services déconcentrés pour une mise en œuvre accélérée et efficace des projets structurants de la feuille de route dans les secteurs à fort impact économique et social.

Donne sécuritaire

Le Togo est en guerre, contre l'extrémisme violent et les actes terroristes. En cette période où le pays est en proie à des attaques terroristes, le sentiment d'appartenance à une même nation doit être davantage stimulé, et la fibre patriotique réchauffée. Et pour atteindre cet idéal, les populations doivent sentir plus que jamais la proximité de l'Etat et l'engagement des gouvernants à leurs côtés pour leur bien-être.

C'est pourquoi il est vivement demandé, au cours de cette rencontre, aux acteurs étatiques en régions et dans les préfectures "de faire preuve d'agilité et de capacité d'adaptation tout en intégrant constamment la donne sécuritaire pour maintenir la présence et la proximité de l'Etat auprès des populations sur toute l'étendue du territoire".

Faure Gnassingbé a clairement rappelé que le maître-mot demeure l'efficacité et la délivrance de résultats qui ont un impact réel et sensible sur la vie des togolaises et togolais, en particulier les plus vulnérables, car personne ne doit être laissé de côté.

Gratitude

À l'issue des travaux, les participants ont exprimé leur gratitude au chef de l'Etat pour cette



opportunité d'échanges et sa disponibilité d'écoute et se sont engagés à poursuivre la mise en œuvre et le suivi diligent des

projets de la feuille de route. Pour rappel, la feuille de route 2020-2025 est fondée sur la vision de « faire du Togo, un pays de paix,

une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable ».

Sokodé-Tchamba-Kabolé-Frontière Bénin : bientôt une route en béton armé

Les travaux d'aménagement et de réhabilitation de la route nationale numéro 14 Sokodé-Tchamba-Kabolé-Frontière Bénin ont été lancés ce lundi 23 janvier 2023 à Birini-Douboudi dans la préfecture de Tchoudjo. C'est Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé qui a donné le coup de pioche marquant le démarrage officiel des travaux.

Broohm Ani

Mme le Premier ministre Victoire Dogé a donné le premier coup de pioche en guise de lancement officiel des travaux d'aménagement et de réhabilitation de la route nationale numéro 14 Sokodé-Tchamba-Kabolé-Frontière Bénin.

C'est un axe routier long de 86 Km dans un état de dégradation avancé. Praticable avec toutes les difficultés, il constitue un véritable handicap pour cette zone d'intenses productions agricoles et d'élevage. Le gouvernement conscient de cette réalité, a décidé de réhabiliter et d'aménager cette route qui relie le Centre Est du Togo à la RN14 et au Bénin voisin. Les travaux sont assurés par l'entreprise britannique Hitech Construction Africa Limited dont le siège est à Londres. Et la facture, 68 milliards de Fcfa, est réglée par un financement assuré par l'Etat et plusieurs partenaires, avec des garanties accordées par UK

Export Finance (UKEF) de Grande Bretagne. Le Togo jouit ainsi des fruits de la diversification de ses partenariats internationaux avec l'entrée dans le Commonwealth, puisque dans ce domaine particulier des BTP, les travaux qui viennent d'être lancés constituent la première intervention britannique.

Pour la ministre des Travaux publics, Zouréhatou Kassah-Traoré, ce jour marque la concrétisation d'un projet particulier et cher au président de la République. Pour elle, les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route nationale numéro 14 revêtent un double caractère. « Le Premier est lié à son financement et le second à la structure de la chaussée de la route. En ce qui concerne le financement du projet, avant même l'adhésion de notre pays au Commonwealth le 25 juin 2022, le gouvernement a pu bénéficier du financement de ses partenaires britanniques pour la réalisation des travaux. Quant au 2^e élément,



il s'agit de la structure de la chaussée. Pour la première fois au Togo, une route en béton armé renforcé avec du fer, en lieu et place d'une route bitumineuse sera construite. », a-t-elle déclaré.

Les travaux seront réalisés

pendant 40 mois, le goudron actuel sera remplacé par une route en béton armé pour une durabilité de l'ouvrage. Les populations bénéficiaires ont exprimé leur gratitude au chef de l'Etat pour sa vision et son souci permanent du bien-être des populations. Ils ont

émis le vœu que les travaux soient réalisés dans les règles de l'art et dans les délais pour donner un coup d'accélérateur à cette région du Togo, aux atouts immenses pour l'économie nationale.

Dussey décortique le concept de l'africophonie et rêve toujours "d'une Afrique qui fait entendre sa voix"

Le Togo a célébré le mardi 24 janvier dernier la quatrième édition de la Journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante. A l'occasion, le ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Robert Dussey, a adressé un message à l'endroit des populations. Message dans lequel il se livre, comme à ses habitudes, à un exercice intellectuel à la dimension panafricaniste.

Yves GALLEY

Dans son message, le chef de la diplomatie togolaise a rappelé le contexte et l'historique de la célébration de la Journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante avant de lancer un vibrant appel à toutes les organisations et à tous les regroupements d'associations des diasporas africaines du monde à s'associer pour ensemble "poser les bases d'une Afrique nouvelle". "Il y a une page d'histoire à écrire et chaque Africain, chaque Afro-descendant peut y contribuer", croit-il fermement. Des contributions qui peuvent passer par la production "des contenus culturels pour infléchir graduellement le narratif sur l'Afrique en mettant en exergue nos valeurs intrinsèques, qui sont souvent méconnues par le reste du monde".

L'africophonie étant un concept intimement lié à cette journée, Robert Dussey s'est employé à réaffirmer encore son attachement à un continent africain indépendant et souverain, avant de partager avec le monde sa compréhension du concept. "...nous prônons l'africanophonie, qui n'est pas un rejet des langues héritées du colonialisme, mais une promotion de nos langues locales, aujourd'hui mise en valeur par l'ONU à travers la Décennie internationale des langues autochtones (2022-2032). L'africanophonie, c'est aussi rêver d'une Afrique qui ne rougit pas de sa singularité culturelle et de son

apport civilisationnel à l'humanité, c'est rêver d'une Afrique fière d'elle-même, de ses racines et qui s'assume dans sa différence par rapport au reste du monde ; c'est rêver d'une Afrique qui fait entendre sa voix sur les grands sujets de l'actualité internationale, surtout ceux qui la concernent », relève le message, que nous vous proposons en intégralité.

Message de S.E. Prof. Dussey, chef de la diplomatie togolaise, à l'occasion de la journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante

Monsieur le président de la conférence générale de l'organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO),

Madame la directrice générale de TUNESCO,

Mesdames et messieurs les ambassadeurs, délégués permanents de vos différents Etats auprès de l'UNESCO,

Chers frères et sœurs des diasporas africaines et afro-descendants,

Nous célébrons aujourd'hui la quatrième édition de la journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante.

Adoptée en 2019 à l'unanimité par la 40^e session de la conférence générale de l'Unesco, sur la base d'un projet de résolution introduite par le Togo, la journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante se veut une occasion de célébration de la



Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

contribution des arts et cultures noirs à la richesse de l'humanité, et un instrument de leur promotion comme un levier efficace au service du développement durable, du dialogue et de la paix.

Cette journée s'inscrit dans la droite ligne de la décennie des personnes d'ascendance africaine (2015-2024), par laquelle l'assemblée générale des Nations unies a réaffirmé l'importance de l'apport des cultures africaines, aussi riches que diversifiées, à l'édification d'un monde prospère.

Le 24 janvier n'est pas une date choisie au hasard. Elle coïncide en effet avec l'adoption en 2006 de la Charte de la renaissance culturelle africaine par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine.

En réalité, les cultures africaines se manifestent aujourd'hui partout dans le monde car elles sont portées

non seulement par les habitants du continent mais également par les diasporas africaines, qu'ailes soient anciennes ou actuelles. La diaspora ancienne est celle qui, au gré de l'histoire, a été contrainte à s'établir hors de l'Afrique et y a laissé une descendance importante et dynamique qui aspire aujourd'hui à nouer des liens plus étroits avec le continent africain Du Brésil à Haïti, de la Jamaïque aux Antilles, la culture africaine s'exprime dans sa diversité.

C'est toujours guidé par cet idéal d'associer étroitement la diaspora africaine et les peuples d'ascendance africaine à l'édification d'une Afrique nouvelle, digne et prospère que le Togo a œuvré pour que les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine déclare la décennie 2021-2031, Décennie des racines et des diasporas africaines. Au-delà de la promotion de la culture qui est un

vecteur de création d'emplois et de richesses, la décennie des racines et des diasporas africaines entend mobiliser la diaspora africaine, reconnue comme (a 6eTM région du continent, pour sa plus adéquate contribution au processus de développement du continent dont l'agenda 2063 demeure la trame de fond.

C'est également dans cette dynamique que le Togo organisera l'année prochaine le gême Congrès Panafricain sur le thème : «renouveau du panafricanisme et place de l'Afrique dans la gouvernance mondiale : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir». Ce sera l'occasion pour tous les Africains préoccupés par le devenir du continent de réfléchir sur comment inventer une nouvelle vision et une forme d'association humaine qui puissent permettre à l'Afrique de se prendre véritablement en main.

Je voudrais ici lancer un appel solennel à toutes les organisations et regroupements d'associations des diasporas africaines partout dans le monde à s'associer à ces initiatives pour qu'ensemble nous puissions poser les bases d'une Afrique nouvelle. Il y a une page d'histoire à écrire et chaque africain, chaque afro-descendant peut y contribuer. C'est à travers la production de contenus culturels que nous pouvons infléchir graduellement le narratif sur l'Afrique en mettant en exergue nos valeurs intrinsèques, qui sont souvent méconnues par le reste du monde. Toutes les cultures du monde ont droit à un égal respect.

Pour ce (car nous prônons l'africanophonie, qui n'est pas un rejet des langues héritées du colonialisme mais une promotion de nos langues locales, aujourd'hui mise en valeur par l'ONU à travers la Décennie internationale des langues autochtones (2022-2032). L'africanophonie, c'est aussi rêver d'une Afrique qui ne rougit pas de sa singularité culturelle et de son apport civilisationnel à l'humanité, c'est rêver d'une Afrique fière d'elle-même, de ses racines et qui s'assume dans sa différence par rapport au reste du monde ; c'est rêver d'une Afrique qui fait entendre sa voix sur les grands sujets de l'actualité internationale, surtout ceux qui la concerne.

Je vous remercie.

CHAN 2023: ce sera Algérie-Niger et Sénégal-Madagascar pour les demi-finales

Les affiches des demi-finales du CHAN 2023 sont connues après les victoires du Niger et de Madagascar respectivement face au Ghana (2-0) et au Mozambique (3-1). Les Nigériens défieront le pays hôte, l'Algérie, et les sensationnels Malgaches feront face au Sénégal ce mardi 31 janvier.

Elle va s'arrêter où cette épatante Madagascar ? Équipe surprise des quarts de finale, la formation des Barea n'en finit plus d'étonner pour sa première participation au CHAN. Elle s'est imposée samedi devant le Mozambique (3-1) avec la maîtrise d'une équipe qui a l'air d'avoir ses habitudes dans ce Championnat d'Afrique des Nations. Les hommes de Romuald Rakotondrabe, élu meilleur entraîneur du premier tour, ont confirmé la belle impression laissée lors de leurs deux rencontres de poule contre le Ghana (2-1) et le Soudan (3-0). C'est une équipe joueuse avec des attaquants qui vont vite, des milieux très mobiles, et qui sait comment utiliser le ballon.

Le Sénégal, prochain adversaire des Barea, mardi à Alger (19hTU), a tout intérêt à se méfier de cette équipe portée

par l'euphorie et les buts de Solomon Ampionona Razafindranivo (trois réalisations).

Niger, la patte Doula

De son côté, l'Algérie va affronter le Niger qui va disputer sa première demi-finale dans l'histoire du CHAN après quatre participations. Le Mena n'a pas le style le plus emballant du tournoi, mais a une équipe diablement efficace. Après le Cameroun au premier tour (1-0), le Niger a montré sa capacité à défendre et à être réaliste en s'imposant face au Ghana (2-0) avec seulement 34 % de possession. Des buts de Seyni Dan Baro (11e) et Boubacar Haïnikoye (49e).

Cette qualification porte la marque de Harouna Doula,



L'équipe de Madagascar, le belle surprise du CHAN 2023. © Courtesy of CAF

l'homme derrière les plus grands succès obtenus par le football nigérien. L'entraîneur de 57 ans avait été l'acteur de la première qualification du Mena à un CHAN (2011) et ensuite à une CAN (2012) après avoir remporté le tournoi régional de l'Uemoa en 2010.

Cette demi-finale contre le pays hôte à Oran, mardi 31 janvier à 16h TU, s'annonce corsée pour les Nigériens qui vont affronter une Algérie passée près de l'élimination, vendredi, et qui ne compte pas s'arrêter à deux matches d'un sacre historique à domicile.

Détention politique au Togo

Trimua persiste : "Au Togo il n'y a aucun détenu politique"

Suite de la Page 3

Il se montre plus explicite : "Personne n'est détenu au Bénin pour son opinion politique mais les gens sont détenus pour avoir agi, pour avoir commis des délits, des crimes dans le champ politique". "Je concède à chacun de croire ce qu'il veut", lâche-t-il. Pour sa part, Hervé Berville, député français LREM, dans une interview sur tv5monde le 5 décembre 2021, se défendait presque avec la même fougue et la même sémantique : "Il n'y a pas de prisonniers politiques en France !" "Puisque la France est une démocratie qui respecte la diversité des opinions politiques", justifie-t-il.

Responsabilité mesurée

Le champ politique est dangereux, en y pénétrant, par discours ou par des actes, il faut user de tact et s'en tenir strictement

au respect des lois de la République, parce que, au nom de la protection de l'ordre public, de la sûreté de l'Etat, de l'intégrité du territoire, de la sécurité nationale et de la paix sociale..., bien de gouvernements utilisent la prison comme un outil politique pour neutraliser les citoyens qui défient l'autorité de l'Etat. Mais il est constant que l'expression "détenus politiques" est tant galvaudée dans les pays africains et se rapporte à toutes les infractions commises sous le couvert politique. Les moyens à utiliser pour protester contre les choix ou les décisions politiques doivent être rigoureusement revêtus de légalité, autrement les gens seront contraints de répondre de leurs actes, comme c'est bien le cas pour les gilets jaunes en France qui ont tenté d'user de violences extrêmes pour faire triompher leurs revendications, ou ces américains qui ont pris d'assaut le Capitole, le siège du Congrès américain. Ces derniers, en

mettant à sac une institution démocratique, défendent bien une cause politique, parce qu'ils estiment que les résultats des élections ne sont pas conformes à leurs aspirations; pour autant, ont-ils le droit de vandaliser un édifice public en mettant en cause ce que la loi a établi? Deux ans après les faits, Stewart Rhodes, le leader de la milice d'extrême droite qui a mené l'assaut contre le Capitole, et un de ses complices, ont été reconnus coupables de « *conspiration séditeuse* », une charge pénale rare aux Etats-Unis, et condamnés à la peine maximale de vingt ans de prison. Une condamnation considérée comme une victoire pour le département de la Justice américain. Le verdict « *réaffirme la force de notre démocratie et des institutions qui la protègent, y compris notre système judiciaire* », a commenté le procureur Matthew Graves dans un communiqué. En Afrique, un procès politique aurait été vite dénoncé, Stewart Rhodes aurait rapidement acquis, dès l'enquête préliminaire, le statut de détenu politique. Dans le champ politique, mesurons nos responsabilités.



Un activiste, Fovi Katakou, qui fait de la libération des prisonniers politiques carrément une lutte quotidienne

FoPAT / Tsévié

La sécurité alimentaire, le challenge Faure pour les producteurs agricoles

Après Dapaong, Tsévié a accueilli le Forum des producteurs agricoles du Togo (FoPAT), pour le compte de la région maritime. C'est le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, qui a présidé le samedi 28 janvier la cérémonie de clôture de cette rencontre organisée sous la forme d'ateliers thématiques sectoriels de deux journées.

Broohm Ani

A Tsévié, le FoPAT, qui s'inscrit dans la vision d'une gouvernance concertée à travers laquelle les échanges inclusives permettent de dégager des approches consensuelles, a été sanctionné par une session de dialogue direct entre les acteurs du monde agricole et le chef de l'Etat.

Tout en félicitant les producteurs agricoles pour leur travail et les résultats obtenus, Faure Gnassingbé leur a lancé un challenge : œuvrer pour que l'autosuffisance alimentaire conduise le pays vers la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. « *Nous devons nous nourrir nous-mêmes, vivre de nos activités agricoles, subvenir à nos propres besoins et à ceux de nos familles pour mieux investir dans le développement économique du pays* » a notamment insisté le président de la République.

La vision de transformation structurelle de l'agriculture et les réformes qui en découlent sont soutenues par les partenaires en développement dont les représentants présents à la

cérémonie ont réaffirmé leur disponibilité à accompagner le Togo dans la dynamique abordée. Les producteurs agricoles venus des huit préfectures de la région maritime ont, pour leur part, exprimé leur gratitude au chef de l'Etat pour le cadre de dialogue que constitue le FoPAT et pour les politiques mises en œuvre pour conduire l'agriculture togolaise à une transformation structurelle.

Initiative présidentielle, le Forum des producteurs togolais (FoPAT) est un cadre d'échanges, d'écoute et de partage d'expériences pour une gestion inclusive du secteur agricole. L'agriculture est l'une des forces majeures de l'économie togolaise et

Usain Bolt s'est fait doubler... sur le terrain des affaires. Légende absolue et véritable porte étendard de la Jamaïque, l'octuple champion olympique a perdu une petite fortune, 11,8 millions d'euros selon son avocat, après l'avoir confiée à la société d'investissement Stocks and Securities Limited



Le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, à son arrivée, accueilli dans une liesse populaire

doit continuer d'évoluer progressivement pour être un véritable pôle de développement. En marge du forum, le chef de l'Etat a

reçu en audience les différents corps constitués de la région, avec lesquels il a échangé sur divers sujets de la vie nationale,

notamment la Feuille de route du gouvernement Togo 2025 et le contexte sécuritaire régional

Bolt escroqué, l'Etat jamaïcain se mêle de l'affaire

(SSL).

Après avoir constaté la disparition de ses fonds, Bolt a, via son manager, envoyé une lettre à l'entreprise en question réclamant une restitution complète de ses fonds avant le 26 janvier, date après laquelle l'homme le plus rapide du monde promet de poursuivre SSL en justice. En plus du

recordman mondial du 100 m, cette vaste fraude aurait aussi touché une trentaine d'investisseurs pour un montant total de plus d'1 milliard d'euros. Alertées par la situation de l'octuple médaillé olympique, les autorités jamaïcaines ont ouvert une enquête afin d'identifier l'ensemble des coupables. Nigel Clarke, ministre des Finances, a

assuré qu'il y aura « une transparence complète » et que toute personne impliquée dans la fraude présumée sera condamnée. Face à ce scandale qui devient une affaire d'Etat, le gouvernement a tenu à rassurer les Jamaïcains en assurant la « solidité du système financier dans son ensemble ».

CAN 2024/ Duarte, ou la crainte d'une élimination précoce...

Les togolais ont les entrailles nouées de peur, peur de rater la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2024, la troisième consécutive après les éditions de 2019 et de 2021. Une situation qui préoccupe au plus haut point le Comité exécutif de la Fédération togolaise de football (FTF) et son président Guy Akpovy.

Yves GALLEY

Dans un exercice pour le moins rare, le Col. Guy Akpovy, entouré de ses lieutenants El Hadj Aklisso AMAH, Sébastien Pre et Hervé AGBODAN, respectivement premier vice-président, membre et secrétaire général, a rencontré au siège de la FTF à Kégué le 24 janvier dernier, Paulo Duarte, le sélectionneur des Eperviers.

L'on peut facilement imaginer l'atmosphère d'une telle rencontre, conviviale, sympathique, mais l'air lourd et grave. Les enjeux de la motivation d'une telle rencontre étant d'une haute portée pour le football togolais, avec la pire entame des éliminatoires de la CAN 2024 : un piètre nul au Stade de Kégué devant l'Eswatini le 3 juin 2022 et une amère défaite copieusement infligée par le Cap-Vert le 07 juin 2022 à Marrakech. Et la crainte d'une élimination précoce dès les deux prochaines journées pèse

sur l'avenir des Eperviers dans cette compétition en jugeant la forme éblouissante des Etalons du Burkina, premier du groupe avec six points, l'équivalent de deux matchs deux victoires. Le Cap-vert, deuxième avec trois points aura une chance sacrée de monter à neuf points en battant en aller-retour l'Eswatini, ce qui ne relève pas d'une mission impossible.

C'est pour accentuer la pression et engager avec gravité la responsabilité de l'entraîneur que le président Guy Akpovy a organisé une telle rencontre pour être véritablement situé sur le niveau des préparatifs du sélectionneur en vue des deux prochaines confrontations.

« Nous n'avons pas eu le départ rêvé dans ces éliminatoires, mais il nous faut tout mettre en œuvre pour nous relancer dans un premier temps avec ces deux matches », martèle Guy Akpovy, sans doute sur un ton pas amical,



car l'heure n'est pas à la cajolerie.

Si Duarte semble rassurer par les informations livrées à ses employeurs, c'est sa capacité technique et tactique à traduire dans le concret la volonté du Comex qu'il faut interroger. Les deux

premiers matchs face à l'Eswatini/Cap-vert ont clairement affiché en version 3D les limites criardes de Duarte quant à la gestion efficace de son effectif et des matchs.

Eperviers-Etalons, Etalons-Eperviers, en mars 2023, faut-il caresser le rêve de

prestations abouties qui relancent le Togo dans ces éliminatoires? Au bout de l'espoir se greffe la crainte d'une élimination avant les deux derniers matches contre l'Eswatini et le Cap-vert.

Mais l'impossible n'est pas togolais!!!

FTF/ Guy Akpovy crée une commission ad'hoc de rédaction du statut particulier de l'arbitrage et de l'arbitre

Par décision N°001/CE/PDT/FTF/2023 signée le 20 janvier 2023 par le président Guy Akpovy, il est créé au sein de la Fédération togolaise de football (FTF) une Commission ad'hoc de rédaction du statut particulier de l'arbitrage et de l'arbitre. Au registre des compétences, cette commission a pour mission de "soumettre à l'adoption du Comité Exécutif, à l'issue de ses travaux, un projet de statut définissant l'organisation, l'administration et le développement de l'arbitrage, ainsi que la fonction de l'arbitre, ses relations avec les composantes du football, les règles de son recrutement et le cheminement de sa carrière".

Commission étoffée

La FTF mise sur la qualité du travail demandé, et c'est ce qui se justifie la composition de ladite commission par des figures de proue et des légendes de l'arbitrage togolais. MM. Atsoo Darius et N'tale Kokou sont respectivement président et rapporteur. Ils travailleront de concert avec 12 membres dont voici la liste :

Mme DZODOPE Ayawa Mana
M. SEDJRO Kossi

Mme LAWSON-HOGBAN Latré-Kayi

M. KONYOH Komi
M. TONOU Kokouvi
M. TOURE Baba
M. AYENA Mathias
M. DJAOUPE Kokou
M. KAPOU Koffi
M. TOZOUN-TOGBE Yao
M. BEBOU Bakoubebié
M. ATTIOGBE Kouassi

Les travaux de la Commission ad'hoc sont rigoureusement inscrits dans une période n'excédant pas deux (2) mois à compter de la date de son entrée en fonction.

Souci de modernisation

La démarche de la FTF vise assurément une modernisation de l'administration de l'arbitrage et une plus grande efficacité dans la gestion de la fonction et de la carrière de l'arbitre au Togo. La préoccupation pour une plus grande représentativité des arbitres togolais sur la scène internationale est fortement partagée par tous les acteurs, et c'est à n'en point douter un défi que la FTF veut relever à tout prix.



Col. Guy Akpovy, président de la FTF

Travailler en harmonie

L'aboutissement des travaux de cette commission ad'hoc et sa

mise en application rigoureuse pourraient ouvrir une nouvelle ère à l'arbitrage togolais. C'est pourquoi il est impérieux que les membres de la Commission ad'hoc engagent tout leur sens de responsabilité, ils

doivent hisser l'intérêt du football togolais au-dessus de toutes considérations et pesanteurs inharmonieuses, en mutualisant leurs intelligence et énergie afin de répondre au mieux aux attentes de la FTF.



